Plus on voit approcher l'hiver et plus on souhaite la paix, et par *on* nous entendons bien tout le monde. C'est que même en Suisse, où la situation, comparativement au reste de l'Europe, peut paraître presque normale, chacun sent que nous sommes probablement à la veille de mauvais jours. Ce n'est d ailleurs pas être défaitistes de prévoir que nous n'échapperons pas indéfiniment aux maux qui sévissent autour de nous.

Une fois la guerre déclenchée, il n'est pas facile de l arrêter, et franchement il est permis de se demander si la paix est souhaitable à la suite d'une victoire totale de l'Allemagne, surtout en tenant compte du spectacle que nous avons déjà sous les yeux. Les communiqués des belligérants nous font frémir, mais les nouvelles nous parvenant des pays « pacifiés » ne sont pas moins navrantes.

Il faudrait une paix de peuples se reconnaissant mutuellement une entière indépendance et établissant entre eux les échanges les plus actifs dans tous les do maines : économique, scientifique, littéraire, etc., sans nulle stupide idée de domination. Une émulation n existerait que dans le sens d'être les premiers à réaliser tel ou tel progrès, dont tous ne tarderaient pas à bénéficier.

Il nous est proposé par contre un « ordre nouveau » autour de grandes puissances, disposant à leur guise des populations de tout le globe. Machiavel avait dit: « Plus grande est l'autorité des hommes, plus ils en font un mauvais usage ». Plus près de nous, Proudhon parlant des empereurs romains et de leur pouvoir monstrueux, en dédnisait qu'ils devaient fatalement commettre des monstruosités.

C est pourquoi à l'idée de constituer des pouvoirs forts, espèces d'ogres réclamant un espace vital, autrement dit des territoires avec leurs populations, pour en disposer à leur guise dans un but de spoliation et d asservissement, — nous opposons l'idée de réduire, de briser, d'éliminer les pouvoirs. C'est la seule voie qui puisse conduire à la paix, à la paix réelle, et non à celle d'esclaves résignés à leur esclavage.

Depuis vingt ans nous répétons : le fas cisme c'est la guerre, non seulement parce que ses chefs n'ont fait nul mystère de leurs visées belliqueuses, mais aussi parce que l'entier mépris de tout droit et garantie à l intérieur ne pouvait que trouver de même son application à l'extérieur.

Après avoir fait des chiffons de papier de la constitution et de toutes les stipulations liant entre eux des compatriotes, pourquoi n'en ferait-on pas de même de tous les actes internationaux conclus avec des étrangers ? Même Roosevelt a fini par souligner que le régime d'état de siege du fascisme ne pouvait qu'aboutir fatalement à la guerre.

Beaucoup de braves gens, plus ou moins de bonne foi, répètent aujourd'hui : La paix n importe quelle paix ! — Or, précisément, la paix ne peut être conclue n importe comment, si nous la voulons sincère, réelle et durab.e. Pour y parvenir nous avons un guide sûr: la guerre découle d'un pouvoir absolu, d'une contrainte universelle, d'une discipline de fer, de l'anéantissement des individus changés en auto mates. La paix doit prendre le contre pied de tout cela. Elle ne peut résulter que de la délivrance la plus complète de la personne humaine, de la suppression de toute organisation forcée, de la libre détermination de chacun, du renoncement à toute domination et usurpation.

Au fond, lorsque nos fascistes veulent nous faire imiter le régime des vainqueurs, c'est qu'ils ne conçoivent nullement un régime pacifique, mais un régime se proposant encore et toujours comme but suprê me : la guerre. On devrait ainsi leur signifier que par dessus tout on ne veut pas de leur « ordre », au lieu de leur prêter une oreille bienveillante, comme ne le font que trop de naïfs. La paix est avant tout une œuvre d'affranchissement, comme la guerre l'est d'asservissement. Ne l'oublions pas et sachons nous guider en conséquence.

Enfin, la guerre et le despotisme s'entr'aident mutuellement ; on prend à discrétion, chez un peuple d'esclaves, de l'argent et des hommes, pour en asservir d'autres : la guerre, à son tour, fournit un prétexte aux exactions pécuniaires, et au désir d'avoir toujours sur pied de grandes armées, pour tenir le peuple en respect.

Ainsi il est plus important au bonheur des Nations qu'on ne le pense, de ne laisser au Gouver nement la liberté de faire la guerre, que dans les cas où elle est purement défensive.

MARAT (1774).

Une banqueroute

S'il est un parti désaxé, désavoué, bafoué et balayé, c'est bien le parti social-démocrate. Nous le regrettons, car forcément nous subissons la répercussion de tout succès du fascisme. Il semblerait qu'un tel parti devrait faire preuve de la plus grande modestie ; au lieu de cela, il affecte un ton de supériorité dédaigneuse, parfaitement ridicule. Voici, par exemple, ce que nous lisons dans *Le Peuple* :

L'Ennemi, de A. Zanetti, est l'exposé clair et lucide des théories anarchistes. Elles faisaient fureur vers 1900 ; aujourd'hui, elles nous paraissent bien démodées. On les connaît assez au surplus pour que nous n'entrions pas dans des détails. On sait ce que c'est : l'individu seul compte ; à bas tout ce qui le gêne ; vive la liberté.

Les vues de l'auteur sur l'Allemagne, l'Italie, le fascisme, le bolchévisme, nous paraissent également bien vieillies. « Il ne faut plus d'Etat... mais un Super-Etat .. » N'insistons pas !

Disons tout d'abord que M. Zanetti est un monarchiste libéral, qui, à un moment donné, a eu l idée saugrenue d'opposer le prince héritier à Mussolini, puis révolté, a juste raison d'ailleurs, par l'action néfaste des Etats, il s'est livré à un antiétatisme d'occasion, concluant à l'institution d'un Super-Etat chargé de morigéner les Etats. De tout évidence, cela n'a rien à voir avec l'anarchisme.

Pour tous les théoriciens anarchistes : Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, etc., il faut partir de l'individu pour arriver à la société. Un droit collectif, une liberté sociale, s ils ne se retrouvent pas dans chaque individu, sont des tromperies invoquées afin d'établir une domination ou une exploitation exclusive. Nous voulons l'association et non l'enrégimentation, la libre entente et non la soumission servile, l'entr'aide et non la corvée.

« L'individu seul compte » ! Hélas ! nous avons sous les yeux un monde où l individu ne compte plus — Russie, Italie, Allemagne et pays assujettis ou annexés — et ce spectacle est bien révoltant. Parions, d'ailleurs, que notre critique veut que son individu, à lui, compte, même s'il est d'avis que les autres peuvent ne servir qu à faire nombre.

Les prévisions anarchistes se confondant avec leurs principes ne se sont malheureusement que trop avérées. Rappelons les sommairement.

L'augmentation des fonctions et pouvoirs de l'Etat ne pourrait qu'aboutir à un régime totalitaire, absolutiste, esclavagiste, belliqueux.

Le parlementarisme, escamotage des droits du peuple, serait dégradé ou supprimé le jour où la classe nantie n'y verrait plus une défense assez efficace de ses intérêts.

La légalité est sans issue. Des coups d'Etat, baptisés faussement révolutions, sous prétexte de « sortir de la légalité pour rentrer dans le droit » (Louis Bonaparte), ou d'en appeler au pays réel contre le pays légal, auraient facilement raison de masses ouvrières habituées aux seules joutes électorales.

Les « conquérants » socialistes du pouvoir en seraient « conquis » et passeraient à la bourgeoisie. Que de noms pourrions-nous citer ! Nul parti n'a fourni autant de transfuges que le parti social-démocrate. Ajoutons que ces transfuges, d abord très recherchés, sont auj urd'hui, avec la tendance totalitaire, plutôt vomis

Arrêtons-nous là. Rien n'est plus démodé actuellement que la social-démocratie, et sa banqueroute n'est pas seulement matérielle, mais morale aussi. Elle n'ose plus se réclamer de sa doctrine que les bourgeois rendent responsable de tous les maux, alors qu'ils n ont cessé à aucun instant d'être eux les maîtres de tout et de tous. Les ministres socialistes ou socialisants n ont jamais été que des fantoches, obligés de subir les injonctions de la finance, du fascisme et de l'Eglise, sous peine d'être promptement congédiés. Ils sont coupables non pas en tant que socialistes, mais comme traîtres du socialisme.

Le bétail européen.

La Roumanie vient d'être dépecée. Il ne lui a rien servi d'essayer de se mettre au pas. Staline — à tout seigneur tout honneur — a commencé ; la Hongrie et la Bulgarie ont suivi. Bien entendu, les populations ne sont jamais consultées, et elles changent de maître sans avoir rien à dire. Il en est, d'ailleurs, à peu près de même de toute l'Europe. Eh oui, la partie la plus civilisée du monde voit disposer de ses populations comme d'un vulgaire bétail vendu, troqué, razzié, assommé.

Pour comble, cela est baptisé l'ordre nouveau, qui doit réparer toutes les injustices de l'ancien ! La pire violence contre les petits peuples n'est blâmée par personne, en Suisse aussi Les bons Helvètes n'ont pas été touchés jusqu'à présent et évitent de se demander s'ils ne le seront pas plus tard !

Dans le futur arrangement européen, la Suisse risque fort d'être aussi « arrangée ».

Liberté de Presse.

Entre social-démocrates et staliniens une prise de becs s'est produite au Grand Conseil au sujet de l'interdiction du journal *Le Travail*. Nous nous garderons bien de prendre parti pour les uns ou pour les autres, car nous serions plutôt tentés de les mettre dans le même sac... autoritaire.

Toutefois nous ne pouvons laisser passer sans la relever l'approbation répétée de Rosselet à l'interdiction de l'organe stalinien. Cela nous a paru en contradiction avec un article de Paul Golay en défense de la liberté de la presse, paru à la suite de l'arrêté liberticide du Conseil fédéral du 6 août dernier.

Soulignons avant tout que nous avons protesté pour l'interdiction du *Travail* avant d'être frappés de la même mesure. Toute loi d'exception finit par avoir une portée plus grande que celle fixée par son texte même. Rien de plus facile que de trouver des analogies justifiant des applications élargies. D'ailleurs, c'est un comble pour un démocrate d'admettre que la loi s'applique à des opinions, des tendances, des partis, et non seulement à des faits précis, à des chefs d'accusation clairement définis.

Le délit d'être « inféodé à un état d'esprit étranger » nous paraît quelque peu vague. Tous les journaux cléricaux sont indubitablement inféodés à l'état d'esprit de la Papauté ; faudrait-il donc les supprimer aussi ?

Nous avons toujours pensé que cette notion d'« étranger » était répudiée par le socialisme, doctrine dont l'une des principales caractéristiques est d'être internationale, et nous persistons à défendre la liberté même pour ceux qui la raillent le plus, les staliniens.

Rosselet, attaqué, s'est défendu et il lui était extrêmement facile de rendre les coups, mais en aboutissant à une conclusion nettement réactionnaire, au lieu de vouloir le maintien de l'entière liberté d'opinion, cette opinion fût-elle fausse et déconcertante comme celle des staliniens, il a rejoint ces derniers, n'admettant que la liberté de leur parti et, pour finir celle de son chef « génial » uniquement.

Révolution ?

Dans une correspondance de Sainte-Foy (Gironde) à *La Tribune de Genève* nous lisons :

> ... Parfois on entend prononcer le mot de *révolution*, mais les gens sont calmes, effondrés, dans cet état de prostration qu'ont les fils devant le cercueil de leur mère.

Le mot de *révolution*, prononcé dans de telles conditions nous paraît particulièrement impressionnant. Cela laisse croire que la besogne de Pétain et Laval est considérée contre-révolutionnaire.

Paix et neutralité.

Un article de la *Pravda* parle en y insistant de « la politique de paix et de neutralité de l'URRS ». C'est une impudence pareille, devenue presque générale d'ailleurs, qui est vraiment troublante

S'entendre avec l'une des parties belligérantes pour attaquer la Pologne et la Finlande, poursuivre une guerre très sanglante pendant cent jours, envahir militairement quatre Etats : Lettonie, Lithuanie, Esthonie et Roumanie pour s'emparer de leurs territoires, tout cela est baptisé politique de paix et de neutralité ! Quel cynisme dans l'infamie !

Patrie et régime.

S'il est une chose étrange, c'est de voir des Français souhaiter que leur vainqueur le soit encore plus, afin d'en être davantage écrasés si possible. Néanmoins à la réflexion, on comprend fort bien cela.

Il est certain que les Pétain, les Weygand et leurs complices pouvaient poursuivre la résistance dans les colonies, en sauvant toute la marine, l'aviation, et aussi une partie des troupes et de l'armement. Cela eût été conforme à leur enseignement de défendre la Patrie et l'Empire jusqu'à la dernière goutte de sang !

Mais, voilà, ce qui les intéressait bien plus et qui n'a certes pas été étranger à une débâcle sans précédent par l'ampleur et la rapidité, c'était l'établissement le plus tôt possible de leur régime clérico-fasciste. Nous savons que l'Italie et l'Allemagne avaient déjà contribué à armer cette cinquième colonne que formaient les cagoulards, les monarchistes, les fascistes, les gens de la finance et de l'Eglise en France. Que beaucoup d'entr'eux aient personnellement fait un jeu de dupes, c'est certain, mais la France a quand même le gouvernement de leurs vœux, et ce n'est que grâce à la victoire allemande qu'il pourra se maintenir sur un territoire d'ailleurs fortement réduit et ruiné.

Dès lors tout ce qui se passe paraît, en somme, assez clair. Ce qui intéresse la classe nantie n'est pas sa patrie, mais son régime. Le sacrifice de la patrie lui importe peu ; elle vise avant tout à sauver ses intérêts. Il nous semble toutefois qu'elle s'y est mal prise et que non seulement le peuple, mais pas mal de « gens bien » paieront cher leur trahison.

Crimes expiés.

Rappelons que tant qu'il y a eu des gouvernements démocratiques en Italie et en Allemagne, France et Angleterre n'ont guère voulu leur faire les concessions qui s'imposaient. L'attitude de ces dernières a changé radicalement à l'égard de Mussolini et Hitler. C'est qu'ils apparaissaient comme des sauveurs du capitalisme contre le socialisme, entièrement écrasé par eux. Les entraver dans leurs entreprises pouvait aider indirectement les éléments révolutionnaires visant à secouer le joug fasciste et naziste. Cela explique l'ignoble condescendance de la France et de l'Angleterre pour toutes les violations et agressions, à partir surtout de la guerre à l'Ethiopie. Le jour ne devait pas tarder à venir où continuer à céder serait une sorte de suicide, et résister signifierait se lancer dans la guerre qui, pour la France du moins, allait être un suicide aussi.

Après avoir repoussé les réclamations les mieux fondées, les plus révoltantes tentatives impérialistes furent acceptées et même encouragées et appuyées, comme en Espagne, pour laquelle il fut admis qu'elle n'avait pas le droit d'avoir un régime de son choix. Italie et Allemagne furent autorisées à lui en imposer un autre.

Tous les crimes finissent par s'expier, non seulement par ceux qui les ont commis, mais surtout par ceux qui les ont laissé commettre.

Toujours d'actualité

Dans son livre *De la création de l'ordre dans l'humanité*, paru il y a presque un siècle en 1843, Proudhon arrivait à ces conclusions :

Fuyez ceux dont l'impuissance ne connaît de remède aux misères publiques que le retour à des idées vaincues, et dont la bouche ne s'exprime jamais sur l'égalité qu'avec des réserves injurieuses.

Laissez la religion aux prêtres : « Qu'ont ils vu, ces théologiens ? qu'ont-ils vu plus que les autres? quelle ignorance est la leur, et qu'il serait aisé de les confondre, si, faibles et présomptueux, ils ne craignaient d'être instruits! Ils n'ont rien vu ; ils ne savent rien ; ils n'ont pas de quoi établir leur chimère de révélation ; et cette fragilité de la raison humaine, qui faisait leur science, leur échappe... . »

La religion n'a que la foi ; le peuple veut qu'on lui fasse raison et justice.

... N'attendez rien, ni des rhéteurs qui vous gouvernent, ni des prêtres qui vous sermonnent : leur cerveau est moulé, leurs idées sont irréformables.

... Plus de petitions ni de remontrances : on y répond par des pasquinades. — A la balance du monopole, les douleurs du peuple ne pèsent rien.

Travaillez à la réforme, à la constitution de la science nouvelle, qui est la constitution même de la société et de l'ordre public : travaillez-y par le dépouillement des institutions et des lois ; par la critique des fonctions sociales ; par l'interprétation des principes d'égalité répandus dans la charte et dans les codes ; par les discussions économiques, et par la détermination des mesures à prendre en cas d'événement. Que rien n'échappe à votre investigation calme, sagace, inflexible et sûre ; qu'une propagande loyale, marchant le front levé, porte sous le chaume et dans l'atelier le dogme égalitaire.....

Et quand vous vous sentirez assez forts, ne demandez pas : exigez.

Que craignez-vous ? les foudres de l'Eglise ? elles sont éteintes. — Les sarcasmes des sophistes? n'est pas plaisant qui fait le singe ; n'est pas ridicule qui dit vrai. — Les violences du pouvoir ? Jamais il ne se commettra avec la science. ...

Et si le pouvoir, pour échapper aux traits de votre brûlante critique, osait, comme un jour, interdire la société même et suspendre la communication des idées, alors, démocrates, vous seriez dans le cas de légitime défense : *Tuc dolus an virtus quis in hoste requirat ?* Vous demanderiez à l'histoire comment les hommes libres se défont des tyrans, et les premiers d'entre vous montreraient au peuple, par leur dévouement et leur exemple, quel est, en pareille extrémité, son droit et son devoir.

La vérité a lui sur nos têtes :
Le temps de la résignation est passé.

Voilà un langage qui est d'actualité. Combien nombreux sont aujourd'hui « ceux dont l'impuissance ne connaît de remède aux misères publiques que le retour à des idées vaincues » ! Ceux-là sont à fuir maintenant plus que jamais. Chacun y reconnaîtra tous nos novateurs et rénovateurs du fascisme et du cléricalisme.

Prêtres et religions sont aussi estimés à leur juste valeur. Il est vrai que toute tromperie ne pouvant avoir qu'un caractère religieux, la propagande cléricale et spiritualiste actuelle ne s'explique que trop. Le monde éprouve le besoin d'une révolution ; pour l'escamoter la foi divine a servi à travers toute l'histoire, même lorsque, en un premier temps, elle avait contribué au soulèvement des masses.

A retenir surtout cette affirmation : « A la balance du monopole, les douleurs du peuple ne pèsent rien ». Nos nazistes prétendent bien combattre le monopole, mais ils commencent par exiger celui du pouvoir d'Etat, ce qui leur donne la force d'instituer n'importe quel autre monopole, et ils n'y manquent point, comme on peut le voir en Allemagne et en Italie.

Enfin, Proudhon conseille l'insurrection contre ceux qui veulent « suspendre la communication des idées », le temps de la résignation ayant passé. Hélas! ce temps, un siècle plus tard, dure encore et toujours. A nous d'en vouloir fermement la fin et de résister malgré tout.

SANS DIEU.

...Sans doute, vous me considérerez comme un être religieux, car vous savez que j'ai la notion du devoir et que toute mon ambition est de la pratiquer ; mais la religion, telle que tous la comprennent, peut elle exister pour ceux qui comptent précisément au nombre de leurs devoirs de vivre sans Dieu, d'expulser de leur vie comme un débris impur tout ce qui reste de la fausse éducation et des hallucinations enfantines? Je tâche de veiller sur chacun de mes pas et d'interroger ma conscience sur chacune de mes actions. Après la satisfaction d'avoir pris le droit sentier, la plus grande pour moi est d'être approuvé par les êtres que je respecte et que j'aime. Je sens le lien de solidarité qui m'unit à eux, et par eux à tout ce qui vit et qui souffre. Si je travaille à m'appartenir, c'est pour me donner, et si je tiens à être fort, c'est pour me dévouer pleinement ; ayant tout reçu des autres, je tiens à leur rendre tout. Mais la cité de ma conscience me suffit, et je ne veux pas chercher en dehors dans le monde inconnu. Il me plaît de vivre, comme dit l'apôtre, « sans Dieu et sans espérance au monde ». Tout effort que j'emploierais à sonder l'insondable, à comprendre l'incompréhensible, serait une perte d'intelligence ; tout espoir en une vie future, tout vague désir de récompense serait une perte de vertu. Je m'en tiens au vieux proverbe français : « Fais ce que dois, advienne que pourra ». Voilà une morale qui me paraît convenir à des hommes : le devoir quand même et, s'il le faut, l'infortune pour récompense.

Elisée RECLUS.